

## L'appel du 17 octobre... les salariés ont répondu présent

Les salariés de France Télévisions ont envoyé aujourd'hui un signal fort à leur Direction et à l'autorité de tutelle : ils ne se laisseront pas faire. **L'appel à la grève de ce mardi 17 octobre est bel et bien une réussite, n'en déplaise aux esprits chagrins** qui voudraient se contenter de comptabiliser les salariés présents au rassemblement devant l'Assemblée Nationale.

**Dans l'ensemble du réseau, la plupart des journaux télévisés ont été annulés ou écourtés. A leur place, des bobines ont été diffusées, méthode que la CFDT dénonce aujourd'hui.** A midi c'est un « toutimages » de remplacement qui a été proposé aux téléspectateurs : une édition datant du mois d'août, réalisée par des salariés qui étaient pourtant en grève aujourd'hui, et sans bandeau pour prévenir nos téléspectateurs du mouvement social. **France Télévisions se prévaut d'être un grand média d'information mais refuse d'aborder ses propres problèmes.**

**La CFDT y voit un manque de respect,** non seulement à l'égard de celles et ceux qui perdent une journée de salaire pour défendre l'audiovisuel public, mais aussi à l'égard du téléspectateur à qui l'on sert du « réchauffé » pour combler l'antenne sans avertissement.

Un téléspectateur qui, s'y l'on y prend pas garde, pourrait bien être tenté d'aller chercher l'information ailleurs. Car c'est bien notre différence en tant que service public qui les attire aujourd'hui.

Les députés qui ont bien voulu nous soutenir cet après-midi ont tous rappelé à quel point l'audiovisuel public était le dernier rempart contre la pensée unique des chaînes du privé, dirigées par des industriels. **C'est pour cela que la CFDT se bat et continuera à se battre pour un service public qui assume ses missions.**

**La CFDT réclame plus que jamais de véritables moyens de fonctionnement,** pas une « pseudo-solution » qui permettrait de reporter l'arrêt de la publicité jeunesse à la fin 2018. Tel qu'il est rédigé, cet amendement est un piège qui nous est tendu. Non seulement les problèmes seront les mêmes dans un an, mais il est de plus destiné à préserver la création. Ce n'est pas un sursis que nous réclamons, mais bien une solution pérenne. Car hasard ou coïncidence, si cet amendement a été voté en commission des finances, un autre amendement qui prévoyait le retour de la pub entre 20 H et 21 H et qui aurait généré 60 millions de ressources à FTV a lui été rejeté.

**Aujourd'hui, la CFDT réclame plus que jamais de véritables solutions et rappelle la Direction à ses obligations, car si elle n'a pas le pouvoir de voter son propre budget, elle en a la responsabilité.** Après cette journée de mobilisation, les questions restent posées. Car malgré l'annonce des 20 millions en plus... c'est toujours 30 millions de moins. Comment la Direction compte-t-elle préserver l'emploi ? Prévoit-elle de sacrifier les Locales, la filière production ou encore le site de Vanves ?

**La CFDT attend des réponses et reste vigilante pour qu'une fois encore ce ne soit pas les salariés qui servent de variable d'ajustement**